

-- Baromètre des TPE --

Bilan 2017 : légère, mais insuffisante amélioration qui demande à être consolidée en 2018

Focus : la fracture économique des territoires urbains et ruraux

Paris, le 2 mars 2018 – Le Baromètre des TPE, l'enquête de conjoncture trimestrielle de Fiducial réalisée par l'IFOP auprès des Très Petites Entreprises, fait état pour l'année 2017 d'une légère amélioration des principaux indicateurs économiques et pour 2018 de perspectives (trop ?) optimistes.

Pour la première fois en France, le baromètre étudie la vision des dirigeants de TPE au regard de leur implantation urbaine ou rurale. Il en résulte une fracture territoriale où le patron des champs se sent abandonné des pouvoirs publics par rapport à son homologue des villes.

Des indicateurs économiques

Plus de la moitié des TPE (56 %) ont enregistré une croissance de leur activité en 2017, contre plus d'un tiers une récession (35 %). Au final, la croissance moyenne s'établirait à +1 %, contre -0,2 % en 2016. C'est cependant inférieur à la croissance du PIB français estimée par l'Insee à 1,9 %. Pour 2018, si 45 % des chefs d'entreprise n'ont pas de visibilité à ce jour, 40 % tablent sur une croissance (+1,6 % en moyenne).

Indicateur largement négatif lors des dernières années, **la situation financière*** s'est elle aussi améliorée en 2017 pour s'établir à -1 (21% des entreprises ayant constaté une amélioration contre 22% une détérioration). Les perspectives pour 2018 sont encourageantes (mais surprenantes) avec un indicateur prévisionnel de +16. Pour autant, 21% des entreprises ont toujours une trésorerie négative au 4^{ème} trimestre 2017 et le taux d'investissements reste toujours faible puisque uniquement 15% ont réalisé des investissements supérieurs à 5 000 euros.

Au regard de cette embellie économique, **pour le troisième trimestre consécutif, les patrons de TPE optimistes au sujet du climat général des affaires l'emportent sur les pessimistes (stable à 53 % contre 46 %).** Une telle constance est une première depuis la création du baromètre, car ce résultat n'avait été obtenu qu'à deux reprises et sur un seul trimestre, la première fois en juillet 2002 et la seconde fois en juillet 2007. Les entrepreneurs parisiens sont particulièrement optimistes (69 %) contrairement aux entrepreneurs ruraux qui sont majoritairement pessimistes (52 %).

Statu quo sur l'emploi

La situation de l'emploi est plus mitigée. Si les TPE ayant le statut d'employeur ont permis une création nette d'emplois de +3 en 2017, 7 % des entreprises sans employé ont détruit des emplois. Au final, **les TPE n'auront pas créé d'emplois l'année dernière.** Les prévisions d'emplois pour 2018 sont plus optimistes. 19 % des employeurs ambitionnent d'augmenter leurs effectifs quand seulement 10 % craignent de devoir les réduire. Dans le même temps, 8 % des non employeurs espèrent créer au moins un poste.

2017 vue par les chefs d'entreprise

Au cours des 12 derniers mois :

- 7 % des entrepreneurs témoignent d'une amélioration de leur vie quotidienne contre 26 % qui en déplorent une dégradation.
- 32 % des dirigeants de TPE ont perçu une amélioration de la situation économique de la France contre 23 % une détérioration.
- 15 % déclarent que la situation économique des TPE s'est améliorée contre 35 % détériorée.

Jean-Marc Jaumouillé, Directeur des techniques professionnelles de Fiducial : « Sur le plan social, le gouvernement ne bénéficie de l'effet d'image des ordonnances travail que sur les conditions de licenciement, qui seraient devenues plus favorables pour 40 % des patrons de TPE (contre 20 % qui pensent l'inverse). En revanche, pour plus des trois quarts d'entre eux, le climat social, la facilité à embaucher, la mobilité de la main d'œuvre et les relations au travail n'auraient pas changé, voire pour certains se seraient délités. Sur le plan économique, les rangs des patrons positifs fondent lorsque l'on affine les questionnements sur la compétitivité, l'endettement de la France, la réglementation professionnelle et normative... Quant aux sujets sociétaux, (logement, sécurité des biens et des personnes, immigration et gestion des migrants...), les perceptions sont encore plus sévères, plus abruptes. Globalement le bilan des évolutions 2017 est plutôt négatif. »

L'entrepreneur des villes, l'entrepreneur des champs ou la fracture économique

Les dirigeants de TPE décrivent de véritables fractures territoriales, révélant l'existence d'une France rurale se sentant délaissée voire abandonnée par les pouvoirs publics. Si les impressions et les avis des patrons d'une agglomération provinciale se situent très souvent dans la moyenne nationale, la perception et les opinions des dirigeants vivant et exerçant en région parisienne ou dans une commune rurale varient nettement. Ces contrastes laissent émerger une fracture économique entre les grandes agglomérations et les autres territoires.

Six patrons sur dix (60 %) estiment que la commune dans laquelle se trouve leur entreprise bénéficie de l'action et de la présence des pouvoirs publics, avec toutefois un réel clivage selon le lieu d'installation de l'entreprise : 70 % pour les TPE de la région parisienne à 44 % pour les entreprises rurales.

Un développement du territoire à deux vitesses

Trois facteurs principaux montrent une perception décalée entre les entrepreneurs parisiens et ruraux lorsqu'on les interroge sur les évolutions constatées au cours des dix dernières années. Les premiers sont plus nombreux (72 %, contre seulement 41 % pour les seconds) à avoir perçu une amélioration de **l'accès au réseau internet** (fibre optique, haut débit). Les entrepreneurs ruraux sont en revanche plus nombreux à avoir constaté une **dégradation de l'accès aux services des administrations publiques** (56 %, contre seulement 26 % pour les entrepreneurs parisiens) et une **détérioration de la présence de commerces de proximité** (56 % contre 41 %).

En plein débat sur la réforme de la SNCF, s'ajoute l'état des **transports ferroviaires régionaux**, 22 % des parisiens font état d'une amélioration contre 11 % pour les ruraux.

57 % des patrons de TPE estiment que le gouvernement s'occupe moins des territoires ruraux que des villes, cette propension monte à 65 % chez ceux issus des communes rurales qui considèrent également que les pouvoirs publics en font trop pour Paris et la métropole du Grand Paris. **Pour 70 % des chefs d'entreprise, les banlieues apparaissent aussi comme laissées pour compte.**

Pour rétablir ces inégalités territoriales, les entrepreneurs accordent prioritairement à 68% leur confiance au maire, beaucoup moins dans l'action du président de la République (50% en moyenne et 38% chez les ruraux beaucoup plus critiques) et des députés (47% en moyenne).

Le match « ville contre campagne »

Dans le match « ville contre campagne », la ville l'emporterait sur le plan économique et la campagne sur la qualité de vie. Dans les métropoles, il y est pour 50 % des patrons de TPE plus facile de trouver des débouchés commerciaux, pour 51 % plus facile d'embaucher et pour 40 % de bénéficier d'une meilleure compétitivité des entreprises. Pour 76% des entrepreneurs ruraux, la qualité de vie à la campagne y est perçue meilleure. Il en est de même l'équilibre entre vie personnelle et professionnelle (53%).

A noter que les dirigeants, malgré les déséquilibres entre les territoires, sont globalement attachés au lieu d'implantation de leur entreprise. Ainsi, pour des considérations liées à la qualité de vie, les trois quarts des patrons ruraux préfèrent une installation en zone rurale quand uniquement 46 % des dirigeants parisiens partagent cette opinion. Presqu'un tiers plébiscite plutôt la ville.

**Retrouvez tous les résultats du baromètre sur :
www.fiducial.fr et www.ifop.com**

* Indice de situation financière : pourcentage d'entreprises ayant enregistré une amélioration de leur situation financière comparé au pourcentage de celles en ayant constaté une dégradation.

** création nette d'emplois : différence entre les créations et les suppressions de postes nette des remplacements de postes.

Méthodologie de l'Etude

Échantillon de 1 002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), raisonné sur les critères secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise et interrogé par téléphone du 25 janvier au 12 février 2018. **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

Fiducial

FIDUCIAL est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs.

Créée en 1970 par Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, FIDUCIAL s'est développée grâce à une dynamique de **croissance ininterrompue depuis plus de 40 ans**. En Europe, ses 11 040 collaborateurs servent **275 000 clients**.

La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui a permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque et du conseil financier, de l'informatique et de la technologie, de la sécurité, de l'immobilier et du monde du bureau.

Présente sur tout le territoire national avec **une agence tous les 30 kilomètres**, FIDUCIAL est le véritable partenaire des chefs d'entreprise et, grâce à son offre globale, leur permet de se consacrer pleinement à leur métier.

Contacts presse :

Agence CorioLink :

Pierre Alibert - Tél. : 06 87 40 90 76 - Email : pierre.alibert@coriolink.com

MISE EN PERSPECTIVE DES INDICATEURS RECURRENENTS DU BAROMETRE DE CONJONCTURE

L'optimisme pour le climat général des affaires :

- Juillet 2014 : 15 %
- Novembre 2014 : 12 %
- Février 2015 : 27 %
- Mai 2015 : 29 %
- Juillet 2015 : 29 %
- Novembre 2015 : 21 %
- Février 2016 : 20 %
- Mai 2016 : 19 %
- Juillet 2016 : 32 %
- Novembre 2016 : 28 %
- Février 2017 : 29 %
- Avril 2017 : 29 %
- Juillet 2017 : 53 %
- Novembre 2017 : 53 %
- **Février 2018 : 53 %**

L'optimisme pour leur activité :

- Juillet 2014 : 36 %
- Novembre 2014 : 39 %
- Février 2015 : 46 %
- Mai 2015 : 46 %
- Juillet 2015 : 51 %
- Novembre 2015 : 47 %
- Février 2016 : 44 %
- Mai 2016 : 42 %
- Juillet 2016 : 49 %
- Novembre 2016 : 50 %
- Février 2017 : 49 %
- Avril 2017 : 46 %
- Juillet 2017 : 60 %
- Novembre 2017 : 57 %
- **Février 2018 : 58 %**

La confiance dans les actions du Gouvernement (% de bonne opinion) :

- Juillet 2014 : 19 %
- Novembre 2014 : 18 %
- Février 2015 : 24 %
- Mai 2015 : 22 %
- Juillet 2015 : 23 %
- Novembre 2015 : 19 %
- Février 2016 : 17 %
- Mai 2016 : 15 %
- Juillet 2016 : 16 %
- Novembre 2016 : 12 %
- Février 2017 : 15 %
- Avril 2017 : NC
- Juillet 2017 : 54 %
- Novembre 2017 : 50 %
- **Février 2018 : 48 %**

Indicateur de situation financière par rapport aux 3 derniers mois (% amélioration - % dégradation) :

- Juillet 2014 : -32
- Novembre 2014 : -28
- Février 2015 : -23
- Mai 2015 : -21
- Juillet 2015 : -13
- Novembre 2015 : -17
- Février 2016 : -21
- Mai 2016 : -18
- Juillet 2016 : -14
- Novembre 2016 : -17
- Février 2017 : -18
- Avril 2017 : -13
- Juillet 2017 : -3
- Novembre 2017 : -9
- **Février 2018 : -8**

Evolution des créations nettes d'emplois :

- 2^{ème} trimestre 2014 : -2
- 3^{ème} trimestre 2014 : -1,5
- 4^{ème} trimestre 2014 : -2
- 1^{er} trimestre 2015 : -1,5
- 2^{ème} trimestre 2015 : +0,5
- 3^{ème} trimestre 2015 : -0,5
- 4^{ème} trimestre 2016 : -3,5
- 1^{er} trimestre 2016 : -0,5
- 2^{ème} trimestre 2016 : +2
- 3^{ème} trimestre 2016 : +0,5
- 4^{ème} trimestre 2016 : 0
- 1^{er} trimestre 2017 : -0,5
- 2^{ème} trimestre 2017 : +1
- 3^{ème} trimestre 2017 : +2
- **4^{ème} trimestre 2017 : +2**

Evolution des embauches réalisées sur 3 mois :

- 2^{ème} trimestre 2014 : 10 %
- 3^{ème} trimestre 2014 : 12 %
- 4^{ème} trimestre 2014 : 13 %
- 1^{er} trimestre 2014 : 10 %
- 2^{ème} trimestre 2013 : 11 %
- 3^{ème} trimestre 2015 : 15 %
- 4^{ème} trimestre 2016 : 12 %
- 1^{er} trimestre 2016 : 11 %
- 2^{ème} trimestre 2016 : 12 %
- 3^{ème} trimestre 2016 : 15 %
- 4^{ème} trimestre 2016 : 14 %
- 1^{er} trimestre 2017 : 9 %
- 2^{ème} trimestre 2017 : 14 %
- 3^{ème} trimestre 2017 : 15 %
- **4^{ème} trimestre 2017 : 13 %**